

CHRISTOPH BRÜLL

ENTRE RESENTIMENT ET RÉ-ÉDUCATION

L'Armée belge d'Occupation et les Allemands, 1945-1952

Pendant six décennies, entre 1945 et 2005, des officiers et soldats belges ont effectué une partie de leur parcours ou de leur service militaire en Allemagne. Créée comme Armée belge d'Occupation, cette entité changera de nom au début des années 1950 pour devenir les Forces Belges d'Allemagne, modification symbolique qui marque le début d'une évolution au cours de laquelle l'ancien ennemi deviendra en 1955 un partenaire dans le cadre de l'OTAN. L'article se concentre sur les premières années de cette présence en Allemagne, celles où le souvenir de la Seconde Guerre mondiale et de la deuxième occupation de la Belgique par les Allemands est encore proche. Il s'interroge sur la représentation de l'Allemagne et des Allemands chez les soldats, les officiers, mais aussi chez ceux qui conçoivent la politique militaire belge en Allemagne. Il montre le "complexe de supériorité morale" de nombreux Belges à l'égard des vaincus, mais aussi à l'égard de l'allié britannique soupçonné d'être trop clément avec les Allemands et de ne pas comprendre la mentalité de ceux-ci. Par ailleurs, le triangle relationnel entre Belges, Britanniques et Allemands est conditionné par les refus alliés de conférer des compétences politiques du gouvernement militaire aux Belges et par une décision unilatérale britannique d'étendre le *Belgian divisional area* jusqu'en Westphalie, deux cents kilomètres à l'est du Rhin. L'objectif principal de la participation belge à l'occupation – la garantie des intérêts belges à l'égard de l'Allemagne vaincue – semble alors impossible à atteindre. Deux espaces géographiques sont au centre de l'analyse : la région frontalière, objet de revendications de réparations belges, et la ville de Cologne que les troupes belges occupent aux dépens des aspirations françaises sur la Rhénanie. L'article s'interroge également sur la très difficile mise en place d'une propagande culturelle belge en Allemagne qui illustre le champ de tension de la politique de Bruxelles à l'égard de l'Allemagne. Si le gouvernement adopte relativement vite une position modérée en matière de réparations, il maintient une ligne dure en matière de contacts entre Belges et Allemands, craignant les retours d'une opinion publique peu disposée, semble-t-il, à accepter un rapprochement entre les hommes. La réalité sur le terrain défie cependant souvent cette attitude.